

Le Président de la République veut mettre l'humain au cœur de sa politique. Il devra s'appuyer sur l'économie de proximité.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 19.04.18

Paris, 26 avril 2019

Contacts presse

Jean-Côme Delerue

01 47 63 31 31

06 77 64 40 78

jcdelerue@u2p-france.fr

Oscar Dassetto

01 47 63 31 31

06 73 19 57 64

odassetto@u2p-france.fr

Même si l'intervention du Président de la République a d'abord consisté à ouvrir des chantiers pour les prochains mois et années sans en connaître encore les contours précis, quelques-unes de ses déclarations intéressent l'avenir des artisans, des commerçants et des professionnels libéraux.

Le Grand débat des entreprises de proximité organisé par l'U2P a mis en avant une demande pressante de considération, d'équité et de proximité. Or, le Président de la République a souligné le « mal vivre » des personnes qui travaillent et gagnent peu, et a replacé l'humain au centre des priorités du pays et des politiques à venir. L'U2P l'invite à prendre avec le Gouvernement les décisions adaptées aux entreprises de proximité, de sorte que cette économie du quotidien puisse apporter toute sa richesse au pays, en termes de développement économique, de cohésion sociale, d'aménagement du territoire et d'emploi.

Par ailleurs, en réponse à l'U2P qui dénonce l'injustice conduisant aujourd'hui des chefs d'entreprise à percevoir une retraite équivalente aux minima sociaux alors qu'ils ont travaillé toute leur vie, le Président de la République a garanti que le niveau de retraite des artisans, commerçants et professionnels libéraux serait plus élevé que le minimum vieillesse, il répond ainsi à une demande de justice formulée par ces chefs d'entreprise.

De la même façon, l'annonce d'une baisse de l'impôt sur le revenu – IR – est un signe positif pour la majorité des entreprises de proximité qui relèvent de l'IR et non pas de l'IS.

En outre, le Président de la République a fait écho à la nécessité de garantir une meilleure présence et efficacité des services publics de proximité conformément à la demande des chefs d'entreprise de proximité, très présents dans les milieux ruraux et péri-urbains.

En revanche, le Chef de l'Etat n'a malheureusement pas évoqué la question des inégalités de traitement qui perdurent entre entreprises et des concurrences déloyales qui freinent le développement d'une bonne partie d'entre elles. Il s'agit pourtant d'un profond dysfonctionnement de notre système économique.

Pour le reste, l'U2P se tient à la disposition du Gouvernement pour engager rapidement avec les partenaires sociaux les chantiers tracés par le Président de la République.